L’internationale des méchants

Orban, Salvini, Kaczynski, Le Pen et compagnie sont-ils les nouveaux ennemis publics ?

vendredi 7 septembre 2018, par Denis COLLIN

L’un est premier ministre hongrois, largement réélu, l’autre est vice-premier ministre italien, à ce poste dans une improbable coalition avec un parti inclassable mais qui idéologiquement penche plutôt « à gauche », le troisième est le penseur et l’inspirateur du PIS (« Droit et Justice »), parti polonais élu sous les auspices de « Dieu et la patrie », la quatrième a disputé, 15 ans après son père, le deuxième tour de la présidentielle française. Et d’autres arrivent : les chefs de l’AFD en Allemagne, les « démocrates de Suède », leur pendant au Danemark. On n’oubliera dans la liste ni la Tchéquie, ni la Slovaquie, ni la Croatie, dirigées par des gouvernements qu’on pourrait dire de la même obédience. Les médias les appellent « populistes » (appellation vague qui permet d’amalgamer Mélenchon et de dire que les extrêmes se rejoignent), racistes, nationalistes, xénophobes, fascistes (ils nous rappelleraient « les heures sombres » de notre histoire). La nouvelle division du monde politique entre les « démocrates », « progressistes » et les méchants est ainsi établie et la clé de cette division est la politique proclamée à l’égard de l’immigration. Parce que le PIS polonais, les « démocrates de Suède » et leurs comparses refusent l’immigration de masse, l’Europe serait confrontée à une nouvelle menace rappelant les années 30 et face à cette menace nous sommes appelés, sommés, de faire bloc, comme ce fut le cas au deuxième tour de la présidentielle française de 2017. Et du coup de faire passer au second plan quelques menues questions comme le démantèlement de l’État providence, les emplois à 0,50€ de l’heure en Allemagne, la retraite sans cesse repoussée, la privatisation de l’école, bref la question immigrée vient opportunément recouvrir le massacre du « modèle social » issu de la Seconde Guerre Mondiale.

Ce qu’ils ne sont pas

Essayons pour commencer de clarifier en classifiant correctement les courants qui forment le nouvel ennemi public. Sont-ils fascistes ? Assurément non. Pas un de ces partis ne veut la suppression de la démocratie. Bien au contraire : ils justifient leurs actions en s’appuyant sur un vote populaire libre, sans trucage, sans pression sur les électeurs. Ni les Polonais ni les Hongrois n’ont voté avec une mitraillette dans le dos. Si ces deux derniers mettent sérieusement en cause la séparation des pouvoirs et la liberté de la presse, ce n’est pas le cas des autres. Marine Le Pen ne propose pas du tout de bouleverser l’ordre constitutionnel fondamental et pas plus ses équivalents allemands, italiens ou autres. Aucun de ces partis ne repose sur des milices armées terrorisant les opposants. Les locaux de la CGIL sont intacts et les troupes de Salvini ne font pas ingurgiter d’huile de ricin à ses chefs. Comme le nombre de crimes racistes reste à peu près stable, on a même dû en inventer comme lors de l’affaire de l’athlète italienne d’origine nigériane blessée par un jet d’œuf qui fut reprise en cœur par la presse française comme preuve de la poussée raciste en Italie. On a appris depuis que ce n’était pas le fait des horribles racistes de la Lega mais d’une bande de jeunes voyous de bonnes familles (même de famille PD pour l’un d’entre eux) qui s’en étaient pris avec un louable souci de l’égalité aussi bien à des « blancs » qu’à des « noirs »…

Ajoutons à l’adresse des prétendus marxistes que le fascisme est par essence un projet du grand capital (voir Daniel Guérin et son toujours recommandable Fascisme et grand capital). Or le grand capital, nulle part, ne soutient ces partis qui s’appuient beaucoup plus sur le petit patronat, les travailleurs indépendants ou les travailleurs salariés menacés de déclassement. Le grand capital, pensons ici à la figure de Soros, est pro-immigration et appelle à lutter contre le retour des « heures sombres » !

Ces partis ont-ils un projet totalitaire ? Nullement. Ils acceptent généralement (sauf dans le cas polonais) les acquis du libéralisme post-soixante-huit. En Hollande, Théo Van Gogh, assassiné en 2004 par un islamiste, dénonçait l’immigration musulmane au nom des droits des gays et des femmes ! Aucun de ces

partis ne réclame « l'État total » et plusieurs d'entre eux dénoncent au contraire les intrusions permanentes de l'État dans la vie des citoyens. Parler de projet totalitaire n'a rigoureusement aucun sens dans le cas de tous ces partis qui ne se proposent nullement de contrôler la vie des citoyens. Autoritaires dans de nombreux cas, sans aucun doute, mais pas totalitaires, ou alors les mots n'ont plus aucun sens et les catégories politiques ne fonctionnent plus que comme des injures.

Sont-ils nationalistes ? Sans doute. Encore que l'on puisse discuter cette appellation. Si le nationalisme est l'affirmation de la supériorité de sa propre nation, alors ils ne sont pas nationalistes. En tout cas, ils ne sont pas xénophobes en général, mais seulement dans des cas particuliers. En tout cas pas plus xénophobes que la moyenne. Il suffit d'entendre Macron parler des Italiens ou Mélenchon des Allemands pour voir que cette xénophobie-là est bien partagée. Le PIS polonais n'est pas seulement nationaliste polonais mais il est aussi très pro-américain. La plupart de ces partis ne met pas en cause l'appartenance à l'Union européenne et le parti de Viktor Orban est membre du groupe des droites européennes au Parlement de Strasbourg en compagnie de la CDU/CSU et de l'UMP/LR ou de Forza Italia. Généralement ces partis reprochent à l'UE d'être trop fédérale et trop peu démocratique et lui préféreraient une confédération plus souple, laissant mieux chaque nation décider librement de son propre destin. Peut-on vraiment leur reprocher cela ?

Sont-ils racistes ? Sans doute, ils drainent tous les racistes et au sein de ces mouvements les groupuscules enragés de néonazis et autres « identitaires » trouvent-ils un terrain propre à les sortir de leur néant et à leur donner une plus grande visibilité. Une partie des membres de la Lega italienne sont des racistes invétérés qui n'aiment pas plus les Noirs ou les Roms que les Italiens du Sud, ceux qu'ils appellent les « terroni », qu'on pourrait traduire par « culs-terreux » ou « ploucs » ou « ritals » si on est français – même si Salvini a mis en sourdine ce racisme anti-italiens du sud qui était le fond de commerce de Bossi ! L'antisémitisme n'existe qu'à l'état de traces sauf en Pologne où c'est une vieille tradition alimentée par l'Église catholique. Mais ils apprécient généralement l'Israël de Netanyahou qui leur semble un bon rempart contre les Arabes. Par contre ces partis n'aiment pas l'islam et considèrent que les blancs syriens ou afghans sont un danger pour l'Europe et sa civilisation parce qu'ils veulent l'islamiser. On voit bien qu'il ne s'agit pas de race mais d'autre chose. On pourrait y voir la résurgence du très vieux conflit entre l'Orient et l'Occident, la mémoire de la menace ottomane – l'Empire ottoman ayant tenté jusqu'à la fin du XVIIe siècle de soumettre l'Europe : le dernier siège de Vienne par les Ottomans date de 1683 et fut le départ d'une guerre austro-turque de seize ans. Contrairement à ce que croient les écervelés immédiatistes d'aujourd'hui, la mémoire historique est longue. Il y a une autre dimension : la mondialisation a commencé à détruire les nations comme cadres de la vie commune et l'afflux d'une immigration culturellement profondément différente apparaît comme le couronnement de cette mondialisation qui a surtout apporté des malheurs aux gens ordinaires. Donc non pas racisme mais surtout islamophobie, c'est-à-dire crainte de l'islam, une islamophobie que l'on pourrait trouver justifiée lorsque l'on voit les progrès de l'islamisation des banlieues, en France comme en Allemagne.

Le bal des tartuffes

Il faut en finir avec les tartufferies des soi-disant « progressistes ». On confond refus de l'immigration et haine des immigrés. On peut très bien être contre l'immigration de masse et ne pas haïr les immigrés. Les immigrés sont pour une large partie les victimes de l'immigration qui pourrait fort bien apparaître comme une forme moderne de l'antique traite négrière, inaugurée et perfectionnée par les Arabes puis reprise par les Européens. On rameute les forces vives des pays les plus pauvres qu'on transforme en esclaves après leur avoir promis monts et merveilles. Ceux qui ne sont pas morts ou vendus en cours de route sont chargés dans des radeaux prêts à faire naufrage avec un téléphone pour appeler les humanitaires et, pour les rescapés ils finiront après mille misères dans des emplois sous-payés dans les cultures maraichères du Sud de l'Italie ou dans les emplois à bon marché en Allemagne. Le patronat ne se cache pas de vouloir l'immigration pour « fluidifier » le marché du travail. Et c'est cela que les bonnes âmes nous appellent à défendre. « L'immigration est une chance » disent-ils. Une chance pour qui ? Pour les pays d'origine qui perdent travailleurs qualifiés et capitaux dans cette nouvelle traite des nègres ? Pour les immigrés eux-mêmes ? Pour les travailleurs européens ? Non, l'immigration est une chance extraordinaire pour le

patronat. Voilà ce que du pape à l'extrême gauche on nous appelle à applaudir ! Toutes les « belles gens » ont réussi ce tour de force de faire de Mme Le Pen ou de Salvini les porte-parole des humbles et des opprimés contre cette forme particulière de la mondialisation capitaliste qu'est l'immigration de masse. Joli résultat de la « mobilisation morale » de gens qui ne connaissent en matière d'immigrés que leur femme de ménage éventuellement sans-papiers ou les employés des hôtels de luxe qu'ils fréquentent aux quatre coins du monde. Dans leurs villas de rêve ou leurs maisons de campagne de cadres supérieurs parvenus, ils n'ont aucun problème de concurrence pour l'accès au logement social ou aux aides sociales pour boucler les fins de mois.

Toute cette gauche qui voit dans l'immigré la figure de sa propre rédemption morale, qui se sent en paix avec l'Au-delà parce qu'elle s'est ouverte à l'étranger selon les recommandations du pape, est à vomir. Les plus de 500 morts par accident du travail l'indiffèrent. Les 16 millions de pauvres en Allemagne, elle s'en moque et admire le « miracle allemand » initié par l'homme de gauche devenu gazier russe, Schröder. La gauche morale immigrationniste est le complément indispensable au néolibéralisme et à la mondialisation. Mais ne nous y trompons pas : son souhait n'est pas que les immigrés d'Afrique vivent comme les travailleurs européens, mais plutôt que les travailleurs européens vivent comme les Africains.

Évidemment, c'est en France que les records de tartufferie sont battus. Molière, reviens ! L'impitoyable Macron qui se moque des ouvrières illettrées, des alcooliques du Nord et des gens qui ne sont rien, ce pourfendeur des « Gaulois réfractaires », celui qui veut mettre les retraités au pain sec, prétend mener le combat des progressistes contre les affreux nationalistes populistes xénophobes. Il multiplie attaques et injures contre les Italiens. Mais pendant ce temps la frontière France-Italie a été rétablie côté français, uniquement. À Menton ou dans la vallée de la Roya, autos et trains sont fouillés pour y débusquer d'éventuels migrants. Macron fustige Salvini qui s'oppose au débarquement en Italie d'un bateau de naufragés, mais exclut que ce bateau puisse s'arrêter dans un port français. Salvini, l'horrible Salvini, ne demande pas que l'on laisse les immigrants se noyer, il demande seulement que l'Italie, qui a largement donné jusqu'à présent, soit relayée par les autres pays d'Europe, mais de cela il n'en est pas question pour Macron-Tartuffe ! Et les médias du service public ne soufflent mot de cette imposture « progressiste » et tirent à boulets rouges sur les méchants « xénophobes » italiens.

Un peu de mise en perspective

On s'étonne tout de même un peu du manque de mémoire de ceux qui nous entretiennent quotidiennement de ces sujets. Concernant l'idéologie des partis membres de cette « internationale des méchants », on fait comme si c'était une nouveauté, ressurgie des profondeurs des années 30. On oublie un peu vite que c'est dans les années 80 que s'affirme le lepénisme, que le MSI italien, héritier ouvert de Mussolini a toujours eu une existence qui était loin d'être groupusculaire (entre 5% et 8%) et c'est à Gianfrano Fini que l'on doit sa « dédiabolisation » qui l'a fait disparaître, ne laissant sur ce terrain que les Fratelli d'Italia qui font à peu près le résultat de feu le MSI, à condition d'y ajouter les seuls véritables néofascistes italiens, ceux de CasaPound.

Mais cela reste encore relativement anecdotique. En vérité, l'idéologie de ces partis, « nauséabonde » disent les nez délicats, n'est pas fondamentalement différente de celle de la droite traditionnelle. Marine Le Pen aurait été une militante de l'aile gauche (si cela pouvait exister) de feu le Centre National des Indépendants et Paysans, un parti qui recyclait les pétainistes et d'où sont sortis Antoine Pinay et Valéry Giscard d'Estaing (entre autres !). La CSU bavaroise n'est pas franchement moins réactionnaire que l'AFD, et entre Salvini et Andréotti, le pire est sans doute le second. Rappelons aussi que le « zéro immigration » fut pendant toute une époque la revendication de la droite française, cette époque où le président Giscard mettait en regard à la télévision les chiffres du chômage et ceux de l'immigration, celle un peu plus tardive où le bon Chirac s'en prenait aux « odeurs » des Africains, celle où tous voulaient réviser le code de la nationalité (« être Français, ça se mérite » ! »), l'époque des rodomontades de Charles Pasqua. Et ce n'est pas du passé : Wauquiez est-il moins réactionnaire, moins « xénophobe » que Marine Le Pen ? Il n'y a que Jean-Luc Mélenchon pour faire mine de le croire et inviter le premier en excluant la seconde.

Essai d'explication

Ce qui s'est passé est finalement assez simple à comprendre. La mondialisation a transformé la structure interne du capitalisme de chaque pays et c'est la « classe capitaliste transnationale » qui détient la suprématie. Du coup les partis de la droite classique ont dû s'adapter – prototype : Alain Juppé – et devenir eux aussi « progressistes », c'est-à-dire ouverts et mondialistes. Pendant le même temps, une partie des couches salariées, les moins payés, subissait les effets destructeurs de la mondialisation joyeusement saluée par les hiérarques des partis jadis ouvriers devenus les partis de la nouvelle classe moyenne supérieure liée de près à la mondialisation. Ce chassé-croisé a complètement ruiné le vieil édifice de la politique « droite-gauche ». Une partie des salariés, des chômeurs, des classes populaires croit avoir trouvé dans la droite traditionnaliste l'ultime refuge.

Dans la mesure où les partis socialistes sont devenus les chantres de la mondialisation, où les partis communistes ont sombré, pour des dizaines de millions de travailleurs européens, il ne reste plus comme dernier rempart que la nation qu'ils identifient plus ou moins à l'État protecteur. Dans un parti comme la Lega, les petits patrons du Nord rencontrent les ouvriers et ces derniers, puisque toute perspective de transformation sociale est barrée, pensent que le salut de leur entreprise est la seule garantie de leur salut à eux à condition qu'ils soient mis à l'abri de la concurrence déloyale des producteurs à bas coûts et des salariés venus d'ailleurs. Le fameux « plombier polonais » du référendum de 2005 a de multiples visages. Celui qui a perdu son travail parce qu'un camion TIR immatriculé en Pologne a pris sa place et qui ne trouve plus de logement parce que la concurrence sur le logement social est féroce et parce que les allocations doivent être partagées entre tous les nécessiteux, celui-là perd rapidement le sens de la solidarité et les prêches moralisateurs seront aussi inutiles qu'indécents, surtout quand ils viennent de ceux qui ont imposé le routier polonais, plébiscitent cette chose si moderne qu'est Uber et applaudissent humanitairement à cette nouvelle traite des Noirs que les patrons appellent de leurs vœux.

Il y a un autre aspect non déterminant mais important : au fur et à mesure que la social-démocratie délaissait la défense des intérêts des ouvriers pour ceux de l'économie de marché et du nouveau capitalisme, les élus socialistes ont dû trouver une nouvelle clientèle dans les populations d'origine immigrée, sous-traitant le militantisme dans ces quartiers à toutes sortes de « grands frères » musulmans. La droite a fini par comprendre ce qui se jouait là et s'est lancée elle aussi dans le clientélisme hallal. Tout cela n'a pas peu contribué à creuser le fossé entre les travailleurs français et populations issues de l'immigration.

Au-delà de la question sociale dans son sens le plus restreint, il y a tout ce qui fait que les classes populaires sont sans doute plus attachées à la nation que les classes riches, plus cosmopolites. Les riches peuvent vivre entre eux, où ils veulent sur la surface de la planète. On peut aller passer des vacances aux Maldives en ignorant tout du féroce régime islamiste qui gouverne le pays. Mais les plus pauvres sont obligés de vivre là où ils sont. Plus de 20 millions de Français ne partent jamais en vacances : comment peuvent-ils goûter les plaisirs du cosmopolitisme ? Alors ils défendent, à juste titre, ce qu'ils ont : un certain style de vie, un certain rapport avec les plaisirs que l'on peut partager, boire l'apéritif entre amis et voisins, manger ce qu'on a envie de manger, se moquer librement de la religion quand on n'en a point et même quand on en a une pas bien pesante, circuler librement surtout quand on est une fille et qu'on n'a aucune envie de mettre les accoutrements des « voilées », et bien d'autres choses encore, comme une histoire dont on est parfois fier avec ses héros et ses images d'Épinal. Bref tout ce qui fait la vie ordinaire, décente d'un peuple, celle que l'on peut encore voir dans les films français, vieux ou moins vieux, cinéma d'une tradition qu'on qualifie parfois de « populiste », de certains films des années 30 à Guédiguian.

Si Marine Le Pen ou Salvini disposent d'une telle audience, c'est tout simplement parce que les vieux partis communistes ont disparu et que personne n'a été capable de prendre la place. Ils étaient des partis nationaux, défenseurs de leur classe ouvrière (bien ou mal, c'est une autre affaire) et opposés au capitalisme multinational. Les groupes « révolutionnaires » qui ont cherché à les remplacer ne sont la plupart du temps que des groupes de petits-bourgeois plus ou moins hallucinés et sans le moindre rapport avec le peuple. Le seul qui semble avoir compris quelque chose à ce problème est Jean-Luc Mélenchon, malheureusement un jour sur deux il se croit obligé de donner des gages aux « no border » et de flatter

tous les communautaristes qui se disent insoumis, pour ne rien dire de l'épouvantable « écriture inclusive », de ce parangon de la haine petite-bourgeoise qu'est Édouard Louis et du mouvement vegan, de toute cette pseudo « France Insoumise » qui mieux que les médias à la solde du pouvoir, barrent la route du pouvoir à Jean-Luc Mélenchon.

Quelle issue ?

Bien sûr, les mouvements réactionnaires du type Lega, FN, etc. n'offrent aucune issue réelle et ils s'adapteront à l'ordre capitaliste mondial qu'ils font mine de contester parce que fondamentalement ils pensent que les rapports capitalistes sont éternels, que leur contestation est seulement l'effroi qui les saisit devant les conséquences du capitalisme. Ils sont réactionnaires au sens propre, puisqu'ils veulent retourner en arrière et se contentent de réagir, impuissants qu'ils sont à agir. Bossuet disait à peu près que Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes. Message à transmettre à nos « méchants ».

Il faut donc refuser d'ostraciser Salvini comme Le Pen, prendre au sérieux ce qu'ils disent, en débattre et leur disputer sur leur propre terrain l'hégémonie. Qu'est-ce qui a fait le succès de Mélenchon à la présidentielle ? Tout simplement que par la Marseillaise, le drapeau tricolore et un discours patriote anti-européen, il a pu mordre sur l'électorat FN et sur les abstentionnistes, notamment chez les ouvriers et employés. Lier étroitement la question nationale et la question sociale, telle est la seule voie possible.

Un dernier point concernant l'émigration. Un vieil ami décédé aujourd'hui, ouvrier devenu un intellectuel trotskiste, militant internationaliste insoupçonnable – pas un internationaliste de salon – me disait que concernant l'ouverture du pays aux travailleurs immigrés, c'est aux syndicats de décider. Rien de plus juste. Tirer le fil de cette intuition nous conduira sur une bien meilleure voie que la haine de l'étranger ou les prêchi-prêcha de dames patronnesses de gauche.